

Les crédits

M. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso): Je partage sûrement les doutes de mon collègue en cette matière. Je pense que, pour faire ressortir les différents degrés de détermination, il suffirait qu'on entende de nouveau l'un après l'autre le discours du ministre des Pêches et celui de la secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'estime qu'on verrait alors que le ministre des Pêches, parce qu'il vient d'une région dont la survie même est menacée par cette crise, est vraiment résolu à trouver une solution.

La secrétaire d'État s'y intéresse moins peut-être parce que ses électeurs sont moins touchés par le problème ou peut-être pour une autre raison. Mais il reste que, par son ton et son expression peu enthousiastes d'aujourd'hui, on peut déduire qu'elle ne tient pas vraiment à ce qu'on trouve une solution à ce problème. Peut-être que nous faisons erreur, mais il faudra attendre pour savoir ce qu'il en est.

Je crains cependant que les pêcheurs de l'Est du Canada et les stocks de poisson ne puissent, quant à eux, attendre bien longtemps. Pendant qu'on pille nos stocks de poisson et qu'une région tout entière du pays est en train de perdre son gagne-pain, le gouvernement jongle avec ses priorités et la secrétaire d'État aux Affaires extérieures semble ne pas se rendre compte de la gravité de la situation.

Je ne veux pas accuser qui que ce soit de manquer de sincérité, bien que ce ne soit pas l'envie qui manque quand on voit un comportement comme celui dont on a été témoin, il y a quelques minutes.

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, je suis d'accord avec mes collègues sur la question du manque d'intérêt. À mon avis, le ministre des Pêches devrait leur faire prendre une dose massive d'huile de foie de morue pour qu'ils se décident à faire quelque chose. De plus, comme il n'y a guère de stimulants chez nos vis-à-vis, le ministre des Pêches aurait lui-même intérêt à prendre de l'huile de foie de morue. Ça lui donnerait l'énergie dont il a grandement besoin.

[Français]

M. Robitaille: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. DeBlois): Sur un rappel au Règlement, l'honorable député de Terrebonne.

M. Robitaille: Monsieur le Président, je voulais tout simplement rappeler à cette Chambre et à l'honorable députée que l'on n'a pas besoin de danser sur les bureaux et de faire des esclandres comme ils le font pour montrer un certain intérêt à la question. Ce n'est pas parce qu'on garde notre calme, monsieur le Président, que nous ne sommes pas. . .

[Traduction]

M. Simmons: J'invoque le Règlement pour la même raison, monsieur le Président. Mon bon ami du Québec, qui fait généralement preuve de gros bon sens, se trompe cette fois-ci.

Sa ministre, sa collègue, nous a rendus furieux en venant dans cette enceinte se moquer d'une question importante. Je trouve cela très difficile à accepter. Elle aurait mieux fait d'être absente, plutôt que de venir ne montrer qu'un intérêt de façade à l'égard d'une question qu'elle ne comprend pas ou dans laquelle elle ne croit pas.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Je pense que de chaque côté de la Chambre, on émet des opinions. C'est matière à opinion et je pense qu'il est bon de revenir, selon nos règles, au fond du débat. Je reconnais à nouveau l'honorable députée de South West Nova.

[Traduction]

Mme Campbell (South West Nova): S'il y a une chose dont ils ont un grand besoin, c'est de nouvelles énergies.

Une voix: Ils sont au bout du rouleau!

Mme Campbell (South West Nova): En effet! Ils n'ont plus rien à donner, ils sont complètement vidés.

Nous avons vu, cette semaine, des représentants des localités de Terre-Neuve et du secteur de la pêche dans la province, qui sont venus à Ottawa chercher de l'aide et des conseils.

Ce n'est pas le premier débat. Il y en a déjà eu un il y a trois semaines. C'était un débat d'urgence. Il s'est poursuivi tard dans la nuit. Mon collègue, le secrétaire parlementaire sait qu'il s'agit là d'une question grave.

J'ai peut-être déclaré qu'on pouvait reprocher une chose au gouvernement, et selon moi et de l'avis des Canadiens qui nous regardent, j'en suis persuadée que